

La causalité circulaire pauvreté/ désarticulation malgache : quel point de rupture ?

Aina A. RAZAFIARISON

Professeur, Université d'Antananarivo, Madagascar, araza1971@gmail.com

Résumé : Les aspects de la pauvreté sont multidimensionnels et le raisonnement par le niveau de revenu n'est qu'une facette d'une problématique éminemment complexe. La désarticulation économique et sociale malgache est intimement imbriquée à cette pauvreté et ne permet pas de proposer une solution ou un dénouement univoque et péremptoire du problème. L'approche institutionnelle, une considération dans la durée, donc historique, loin de prétendre être la panacée peut être d'une grande aide, en recourant au concept par la causalité circulaire de Thorstein Veblen et la pensée complexe d'Edgar Morin. Il s'agit *in fine* d'appréhender les possibilités de rupture du cercle vicieux des échecs économiques malgaches et de surmonter la trappe à pauvreté devenue un obstacle infranchissable à l'heure actuelle.

Mots clés : Pauvreté, désarticulation, causalité circulaire, rupture, économie institutionnelle

Abstract: The aspects of poverty are multidimensional and reasoning by income level is only one facet of an eminently complex problem. The Malagasy economic and social disarticulation is intimately linked to this poverty and does not make it possible to propose an unequivocal and peremptory solution or outcome to the problem. The institutional approach, a consideration over time and therefore historical, far from claiming to be a panacea can be a great help, by resorting to the concept of circular causality of Thorstein Veblen and the complex thought of Edgar Morin. It is ultimately a question of apprehending the possibilities of breaking the vicious circle of Malagasy economic failures and overcoming the poverty trap which has become an insurmountable obstacle at the present time.

Keywords: Poverty, disarticulation, circular causality, rupture, institutional economics,

Classification JEL : B52

1. Introduction

La récurrence du problème de pauvreté est telle que celle-ci relève d'une dimension historique et institutionnelle de l'économie. L'approche économique de l'étude de la pauvreté est une démarche devenue un rituel tautologique par le revenu, l'épargne, le péril humain etc. à laquelle l'analyse qualitative des causes profondes cède le pas à l'analyse descriptive et abondante d'un état de dénuement. Il en résulte que la démonstration de la pauvreté tend vers le ressassement.

Certes, la pauvreté est une problématique de dimension économique et recourt indubitablement à un processus de résolution économique. De ce fait, la pensée orthodoxe, le *mainstream* dominant serait le plus apte à apporter les justes réponses, du moins les plus rationnelles, aux multiples maux économiques de la planète dont le sous-développement, la

pauvreté et les inégalités. Il en résulte ainsi qu'il serait plus idoine de procéder à une approche plus cloisonnée de la réflexion économique, et ainsi de faire d'une manière autonome une analyse technique et quantitative de la question pour en trouver les solutions.

Concomitamment à cette question s'imposent, dans le cas d'espèce malgache, les chiffres officiels qui sont *a priori* incontestables. Le rapport de la Banque Mondiale du mois de mars 2017 atteste, nonobstant quelques variations dans l'aspect de la pauvreté, que celle-ci non seulement persiste mais empire. De tout temps dans un pays comme le nôtre, les experts internationaux, les bailleurs de fonds ont préconisé une « science universelle » et leurs avis sont la référence de la pensée économique - sans recourir forcément à l'argumentation d'autorité -, par ailleurs difficilement contestable. D'ailleurs disposant de la « manne financière » pouvant aider les gouvernements à assurer leurs dépenses et assumer leurs déficits chroniques, les pays en souffrance ne disposent d'aucune légitimité pour discuter de la pensée orthodoxe.

De l'autre côté, certains pays en situation de détresse financière, outre leur faiblesse et l'urgence de financement, acceptent certaines conditionnalités qu'ils savent pourtant irréalisables ou contraire à leur réalité existentielle et sociale. Pour le cas d'espèce malgache, le pays était passé par des phases d'investissements à outrance désastreux dans les années 1970, aux programmes infructueux d'ajustements structurels (fin 1980-1990), ensuite au programme de l'IPTE (initiative pour les pays très pauvres endettés), suivi des APD (aide aux pays en développement) (90-2000), ou encore de la stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) matinée de réflexion sur le développement durable...sans entrapercevoir le bout de ses peines.

Ainsi quand Easterly (2006) avait écrit dans sa traduction française « les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ? », est-ce une reconnaissance implicite de la situation de pauvreté comme étant un fait historique et institutionnel qui s'inscrit dans la longue durée ? Les études d'Angus Maddison (1995), historien de l'économie, rapportent que les principales nations aujourd'hui les plus pauvres dans les statistiques, étaient déjà parmi les derniers en 1820, il y a deux siècles, et ainsi ceux qui ont vécu entre-temps une explosion économique remarquable, relève plus de l'exception que de la tendance générale.

Un fait qui est difficilement acceptable s'impose. Dans le sillage de cette réflexion d'Easterly (2006), ne serait-ce que par une simple constatation, les échecs sont la seule illustration de la courbe d'expérience économique de Madagascar. Mais ce n'est pas l'échec, qui relève d'un élément naturel d'un processus existentiel qui effraye, c'est sa constance, qui n'est plus caractéristique d'une tendance structurelle d'un temps long mais celle d'une institution, qui est l'essence même, d'un paysage economico-social, s'inscrivant désormais dans une tradition incrustée dans notre culture économique, s'encastant dans l'identité et conditionnant le comportement décisionnel, étant donné que le pays n'a connu aucune autre expérience.

Finalement ces échecs économiques sont devenus des données institutionnelles, qui par la force des choses sont devenus transcendantes voire exogènes, peu contrôlables et historiques. Ce qui amène à se demander si les revers provenant du passé ne sont pas en train de conditionner le présent et présager le futur vers une probabilité d'un autre échec, et un autre, et ainsi de suite. Ce qui n'est pas un raisonnement dépourvu de sens du point de vue purement intellectuel, même si c'est un cheminement de pensée révoltant. Les freins semblent insurmontables, et un échec semble engendrer un autre.

Si, en ce sens, la pauvreté est devenue un élément identitaire, il n'est point opportun de vouloir réfléchir sur sa cause par des éléments économiques stricto-sensu, et encore moins de proposer une solution à nos maux dans ce sens, car il est évident que le facteur technique en soi ne peut être la panacée du problème. Il est certain que les aspects de la pauvreté sont multidimensionnels et le raisonnement par le niveau de revenu n'est qu'une facette d'une problématique éminemment complexe.

La question qui s'impose coule de source, il n'est pas outrepassant d'essayer de poser une question au-delà d'une simple réflexion causale de cette pauvreté permanente, mais de penser à un

éventuel point de rupture de cette situation devenue un cercle vicieux. La rupture de la causalité circulaire pauvreté / désarticulation est-elle possible et déterminable dans le cas malgache ?

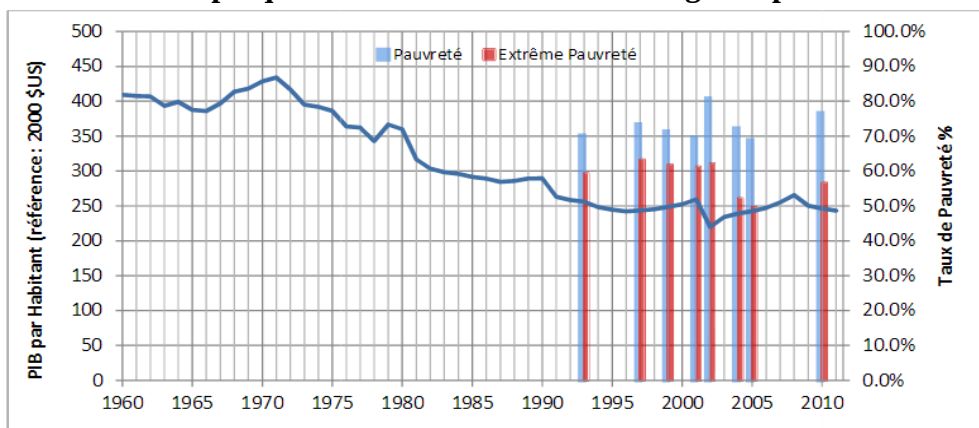
A titre d'hypothèse, nous avancerons qu'une telle rupture est possible, mais *a contrario* nous n'hésiterons pas à répondre que si la réponse était toute faite, notre analyse n'a pas de raison d'être. Notre démarche s'appuiera sur la méthodologie de l'approche institutionnelle de l'économie. Une considération du problème dans la durée, loin de prétendre être la meilleure solution, peut être d'une grande aide, en recourant au concept par la causalité circulaire de Veblen (1898) et celui de la pensée complexe d'Edgar Morin (1990). Il s'agit *in fine* d'appréhender les possibilités de rupture du cercle vicieux des échecs économiques malgaches et de surmonter la trappe à pauvreté devenue par la force des choses un obstacle infranchissable à l'heure actuelle.

La profonde désarticulation malgache aussi bien économique que sociale ne permet pas de proposer une solution ou un dénouement univoque et autoritaire, genre investissement/création de richesse et n'aboutira pas, dans la réalité, à la destruction créatrice « schumpeterienne » compte tenu du contexte ambiant. Notre démarche consiste d'abord dans un processus classique à présenter la pauvreté à Madagascar, à lier cette pauvreté à la désarticulation malgache par le concept de la causalité circulaire, et enfin à penser à un hypothétique point de rupture de ce cercle vicieux.

2. Pauvreté à Madagascar

Cette pauvreté est assez aisée à décrire de manière quantitative. Depuis 2010, 92 % des Malgaches disposent d'un revenu de moins de 2 \$ par jour, et 57 % sont dans une pauvreté extrême. En monnaie constante, la réalité est plus criante, le revenu par habitant est passé de 400 \$ en 1960 aux environs de 250 \$ actuellement. Ce qui est monétairement une baisse du pouvoir d'achat et donc un appauvrissement de la majorité de la population.

Graphique n° 1 : évolution du PIB malgache par habitant



Sources : INSTAT, Indicateurs du Développement dans le Monde (World Development Indicators, ou WDI) et FMI.

Une analyse qualitative est utile pour mieux comprendre le problème d'un pays riche en ressources, sans guerre mais qui s'appauvrit. Les causes en sont certainement nombreuses et complexes (problème de gouvernance, structure étatique et institutions, infrastructures défailtantes, manque de capitaux ou plutôt fuite des capitaux, réseaux internationaux de prédation...), et il est évident que la réflexion s'y rapportant est multidimensionnelle et transversale. Cette pauvreté est confirmée aussi bien par l'indice classique du PIB/habitant que par l'indice du développement humain (IDH) qui revêt une dimension plus qualitative. Le fait est que cette pauvreté suit une spirale ascendante.

Graphique n° 2 : Estimations révisées de l'incidence de la pauvreté (seuil national de pauvreté au regard des besoins essentiels), estimations antérieures et PIB réel par habitant pour les années couvertes par des données de consommation (Pour cent de la population)

Année	2001	2005	2010	2012
Estimations officielles de la pauvreté	69,7	68,7	76,5	71,2
Pourcentage de la population vivant dans la pauvreté, estimations antérieures (Banque mondiale 2014)	70,8	75,0	75,3	s/o
Pourcentage total de la population vivant dans une pauvreté absolue, révision finale*	70,8	73,2	71,7	70,7
PIB par habitant, en USD de 2005	294,0	275,5	273,2	267,2

Source : Services de la Banque Mondiale, d'après les Enquêtes périodiques auprès des ménages (EPM).

Enquête nationale sur les Objectifs millénaire du développement (ENSOMD) et les Indicateurs WDI.

Le seuil de pauvreté s'estime en base des données de 2010.

Tableau n° 1 : Seuils de pauvreté utilisés (consommation annuelle par habitant)

Année	2001	2005	2010	2012
Monnaie	MGA*	MGA	MGA	MGA
Seuil de pauvreté alimentaire	734 320	227 085	294 690	341 840
Seuil de pauvreté totale (valeurs nominales)	963 554	289 169	381 791	442 877
Déflateur temporel**	1	1,501	1,32	1,16

* 1 MGA (ariary) = 5 FMG (franc malgache, ancienne monnaie nationale remplacée par l'ariary malgache ou MGA à partir de 2005)

** Enquête actuelle comparée à la précédente année d'enquête pour toutes les années.

Notre approche opte plutôt pour une réflexion de l'économie institutionnelle qui intègre la réflexion économique non seulement dans une dimension technique mais aussi sociale et politique, mais ne cantonne pas l'institution à la structure étatique et/ou la gouvernance. Selon la définition de Schmöller (1900) de l'école historique allemande de l'économie, une institution représente « un ensemble d'habitudes et de règles de la morale, de la coutume, du droit, qui ont un centre ou un but commun, qui se tiennent entre elles, qui constituent un système ». Schmöller insiste sur le fait que « l'étude majeure des économistes est les conventions, les règles, les normes et les coutumes ». T. Veblen (1898), l'un des auteurs majeurs sur l'institutionnalisme, évoque « des habitudes de pensée et des actions dominantes dans la communauté sociale » pour parler des institutions. Enfin, nous retiendrons aussi celle de North (1994) de la nouvelle économie institutionnelle (NEI) qui parle des contraintes établies par les hommes qui structurent les interactions humaines.

Nous allons ainsi réfléchir par la démarche de l'économie institutionnelle, dans la réflexion sur les causes possibles de cette pauvreté qui est devenue une résultante identitaire malgache. Cette cause abordée par l'institutionnalisme a une caractéristique circulaire car il serait présomptueux d'en désigner et isoler l'origine de manière absolue, étant donné la complexité de la réalité. Cette démarche tient compte du principe de la pensée complexe qui se singularise par le fait qu'elle ne prétend jamais à l'exhaustivité pour trouver les causes d'un problème, ni ses remèdes. Si la panacée existe, elle serait découverte depuis longtemps, prétendre doctement détenir la réponse des problématiques est illusoire.

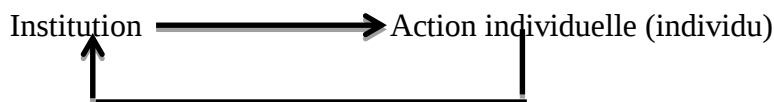
3. La Causalité circulaire ou cumulative : une approche institutionnelle pour mieux comprendre la trappe à pauvreté

Veblen (1919) s'est illustré de manière remarquable par sa conceptualisation complexe de la logique évolutionnaire (ou évolutionniste) de l'économie par le biais de **la centralité de la notion**

de causalité cumulative dans l'analyse de la réciprocité de la cause et de l'effet dans la considération de l'institution.

De ce fait, Veblen a dépassé l'opposition structurelle appliquée à la relation entre individu et institution, et a su résoudre tout réductionnisme fondé sur l'individualisme ou l'holisme méthodologique. En effet, les institutions résultent des actions individuelles, mais parallèlement, elles les conditionnent et les influencent à tel point qu'un mouvement de va et vient incessant se fait entre les deux, sans qu'on puisse déterminer précisément si l'une est antérieure à l'autre. La cause est un effet ou entraîne un effet, qui est à l'origine de la cause.

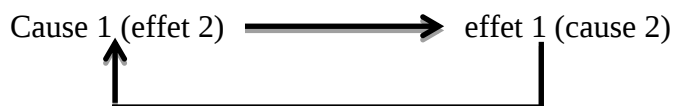
Figure 1 : Causalité cumulative (récursion) entre institution et action individuelle



Reprenons les termes de Veblen pour illustrer ce schéma simple : « La croissance et les mutations du cadre institutionnel résultent de la conduite des membres individuels du groupe, puisque c'est de l'expérience des individus, à travers leur habitude, que sont issues les institutions; c'est sur cette même expérience que les institutions agissent pour diriger et définir les buts et les finalités de la conduite ».

Il est clair que nous retrouvons ici une réflexion qui met en boucle la cause et l'effet, que nous pouvons reproduire d'une manière simple grâce à une démarche inductive. Cette boucle rétroactive de la causalité circulaire explique dans la réalité la difficulté de se baser sur un concept de simple implication pour comprendre les phénomènes, dans une tentative de démarche explicative d'un problème car une cause est en même temps un effet.

Figure 2 : Causalité cumulative entre cause et effet



Nous constatons que la cause 1 et l'effet 2 concernent une même variable, de même que l'effet 1 et la cause 2, il s'agit d'une boucle de rétroaction où les produits et les effets sont en même temps causes et producteurs de ce qui les produit. D'une manière explicite, l'approche de Veblen est ici indiscutablement « **La récursion organisationnelle** » dans l'analyse de complexité d'Edgard Morin (1990).

Dans cette approche, face à une réalité factuelle, la cause absolue d'un phénomène n'est certainement qu'une apparence, non seulement elle est très complexe, et dans une société où tout est imbriqué, la cause désignée n'est peut-être que la manifestation du phénomène et est en même temps une cause et une conséquence.

Quelquefois, la modélisation bien qu'attrayante et simplificatrice n'exprime qu'une part minime d'une réalité où les facteurs sont fortement entrelacés et où les sphères économiques sont intimement encadrées dans les institutions sociales (Polanyi 1944). Dans le cas malgache, l'hétéronomie de l'économie dans le social (habitudes, traditions, règles de vie, fihavanana, la conception du temps...), le religieux, l'étatique, le politique (au masculin) etc. est une évidence. Les institutions et la vie sociale constituent les éléments qui ont été et qui sont entre autres les causes des difficultés d'ordre économique et industriel. En ce sens, Dulot et Spieser (2011) affirment ainsi qu'« aussi habile soit la mise en équation, elle comportera toujours une inconnue rebelle, irréductible et indéchiffrable : **le paramètre humain** ». La science économique est une science de la

complexité qui nous apprend l'humilité de l'existence d'une incertitude irréductible liée à la pluralité des causes.

C'est dans le cadre de ce postulat conceptuel que nous nous posons la question de cette pauvreté endémique et institutionnelle malgache.

4. La pauvreté malgache : une imbrication inextricable des causes

Souvent l'économiste est tenté d'expliquer la cause d'un problème économique par des facteurs économiques, ce qui est logique mais l'écueil à éviter est la suffisance intellectuelle. En procédant par un cheminement de la pensée dans un cadre institutionnel, la pauvreté et les échecs récurrents de toutes les tentatives pour en sortir ont fait en sorte que cette pauvreté est devenue un élément internalisé dans *l'homo malagasi*, faisant partie intégrante de son identité (Razafiarison 2017). Dans ce sens, s'interroger sur LA cause, c'est vouloir trouver une explication causale (cause à effet), d'une interpénétration inextricable de multiples problèmes.

En premier lieu, certes les erreurs des choix de politiques économiques, les problèmes de financement chroniques comme variables explicatives des tentatives avortées de développement ou des échecs de la lutte contre la pauvreté sont *a priori* sensés et rationnels. A ceux-ci s'imbriquent des problèmes de mobilisation des épargnes, une certaine défaillance dans le rôle des intermédiaires financiers, un taux d'intérêt inhibant, la fébrilité des investisseurs institutionnels (assurance, banque), le manque de confiance en la monnaie nationale, l'inexistence de marché financier, etc. mais la désignation d'une cause amènera des débats interminables: une cause ne peut être que le symptôme d'une autre cause, la cause supposée ultime ne serait encore que la conséquence d'une autre etc., en bref un cercle vicieux constituant une causalité circulaire.

Outre ces questions économiques, la question éthique est également incontournable

4.1. Du point de l'éthique dans l'économie, notre manière d'agir est-elle efficiente ?

Sur ce point, des économistes et non des moindres insistent sur l'importance primordiale de l'éthique dans l'économie, tels que des Nobels d'économie comme A. Sen (2012) ou encore Buchanan (1994), évoquant l'éthique comme un facteur de l'augmentation de la taille de l'économie par les transactions, et l'utilisation de l'épargne... Dans notre cas, est-ce que l'éthique ou plutôt le manque d'éthique a influé sur notre trajectoire économique ? La réponse est affirmative, citons à titre d'exemple que la compétence était rarement le critère pour se voir confier un levier. Il ne s'agit pas seulement de dire untel est diplômé, il lui faut un poste, il s'agit de voir d'une manière générale la synergie des logiques de recrutement à tous les échelons des postes de décision publics, de concours, le niveau des réflexions apportées par la compétence aussi bien conceptuelles qu'opérationnelles des décideurs et des exécutants. On a pu constater que lors des périodes d'investissements à outrance des années 1980 par exemple, les missions d'audit des organisations étaient honnies donc bloquées car allier compétences et postes bouleversait une logique de clientélisme bien huilée, qui permettait « une certaine harmonie sociale ». Le fihavanana (par définition bonne entente mais qui est dévoyée en népotisme et impunité) prime sur la compétence dans les décisions. C'est l'homme qui décide, crée ou détruit. Mais finalement des choix au détriment d'éthiques objectives ne sont pas seulement les conséquences d'une volonté délibérée ou d'une mauvaise foi, ils s'inscrivent dans un contexte où aplanir les tensions sociales est la priorité.

4.2. La pauvreté dans la durée

Dans une optique historiciste et sociale, l'étude qui remonte à un siècle voire cent cinquante ans en arrière (Acemoglu & Robinson 2012) fait apparaître que la plupart des pays les plus pauvres du monde autrefois, à quelques exceptions près, restent les mêmes.

Quand bien même, l'analyse des trajectoires des pays ayant vaincu la pauvreté permettrait d'y retrouver des décisions stratégiques inspirantes, les situations de nombreux pays en sous-développement sont peu évolutives. En effet, des phénomènes sociaux interfèrent dans l'évolution économique qui ne peut s'analyser – in abstracto – du mouvement historique, politique, psycho-social de chaque pays, voire de chaque région d'un pays. Le retard de développement n'a pas trouvé une réponse simple, de telle manière que les théories économiques bien qu'éclairantes deviennent moins prétentieuses à l'universalité et à l'intemporalité. La réponse est évidemment plus complexe, et la question de développement est la composante d'une multitude de facteurs dont la combinaison réussie n'est pas une donnée figée dans le temps et dans l'espace. Le contexte spatial et temporel, ainsi que l'évolution historico-économique s'encastrent intimement dans les théories économiques.

W. Easterly (2006) a affirmé le blocage par l'hétérogénéité et le clivage ethnique de la population d'un pays dans son cheminement pour le développement, Acemoglu et Robinson (2012) évoquent le cas d'existence d'institutions extractives qui inclut une logique d'exclusion, qui ne favorise pas la création de valeur ajoutée pérenne. Dans ce cas, l'enrichissement est associé à un système de rente, qui est souvent le corollaire d'un système enraciné dans la corruption. Le manque de synergie engendre une forme de désolidarisation et une démotivation pour l'accumulation saine du capital, qui s'oppose à toute forme de destruction créatrice de Schumpeter. En bref, l'inefficience et l'inexistence de synergie sociale de longue durée peut être assimilée à une forme de désarticulation de la société.

C'est en ce sens que la pauvreté est intimement liée à un mécanisme de désarticulation, ayant un effet d'éviction sur le processus pouvant favoriser la création de richesse qui puisse s'autoalimenter.

5. Causalité circulaire Pauvreté/Désarticulation

Développons de manière synthétique cette désarticulation : la désarticulation économique est caractéristique d'un sous-développement. Elle est souvent définie comme l'existence de deux économies à deux vitesses qui n'ont pas de lien entre elles et causant l'absence de synergie ou de connexions pouvant entraîner la création pérenne de richesses et de valeurs ajoutées. On met d'habitude en opposition le secteur traditionnel, agricole et rural face à une économie plutôt moderne, urbaine avec des industries *a priori* efficaces, sans qu'il y ait une connexion profitable entre l'industrie et l'agriculture. Cette approche, à notre avis, est assez réductrice, qui veut cantonner cette désarticulation dans son aspect économique alors que la réalité, la réalité malgache est bien plus complexe qu'un manque d'interconnexion entre le secteur primaire et le secteur secondaire. Certes, les rapports (Banque Mondiale 2017) nous transmettent des données qui relatent systématiquement la faiblesse du revenu, donc une prédominance de la pauvreté dans le monde rural, cependant il ne s'agit pas seulement de données exclusivement quantitatives, mais de problèmes humains, sociaux et sociétaux qui prédominent sur l'économie.

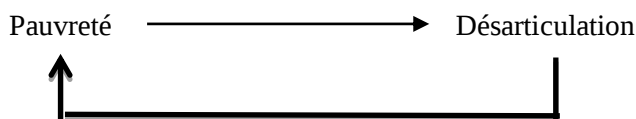
Cette désarticulation malgache est plus profonde, plus « clivante » qu'une simple constatation d'une différence de vitesse au niveau économique, car elle est pluridimensionnelle. C'est sans nul doute une désarticulation économique, mais elle est aussi une désarticulation sociale. C'est une forme d'antagonisme « généralisé » qui est à l'origine de cette désarticulation et des échecs des activités de création de richesse. La désarticulation économique trouve sa source dans un manque de cohérence sociale et ce degré « d'incohérence » est intimement lié au faible désir de développement et à la lutte pour partager le butin existant. Il s'agit du fruit de la prédation d'une richesse qui n'est pas créée mais qui « pousse » (prébende sur les ressources naturelles sans vraie création de valeur ajoutée), dont le contrôle procure un pouvoir empêchant l'avènement d'une économie inclusive (Acemoglu & Robinson 2012) et la mise sur rail d'une « destruction créatrice » pérenne.

Easterly apporte une réflexion édifiante sur la question, car pour lui, l'existence de factions antagonistes bloque la croissance. Il insiste sur le fait que les gouvernements des sociétés morcelées sont incités à redistribuer le revenu existant alors que dans les sociétés plus soudées les gouvernements sont incités à promouvoir le développement.

Il va de soi que, dans cet environnement désarticulé aussi bien économique que social, la classe moyenne est désintégrée au profit d'une minorité dominatrice dans sa maîtrise des informations et des leviers, portant préjudice à la majorité ayant une marge de manœuvre très limitée, aussi bien dans la production que dans la gestion de l'information. Si, en économie, on parle d'asymétrie de l'information, quand certains agents économiques disposent de plus d'informations qui handicapent les autres qui n'y ont pas accès, dans le contexte désarticulé, il s'agit d'une forme de confiscation de l'information en vue d'un partage exclusif des « grandes » rentes économiques.

Les antagonismes entraînent un manque de cohésion, revêtant des formes multiples : communautaires, politiques, intellectuelles, de niveau de vie, régionales, familiales. La solidarité n'est que de façade et que nous qualifions d'individualisme agglutiné ou agrégé (Razafiarison 2017). Dans ce contexte d'antagonisme, des groupes d'intérêt multiples luttent pour la suprématie, mais la position dominante est extrêmement précaire. Easterly (2006) cite deux types d'antagonisme à savoir la lutte des classes et les conflits ethniques. A Madagascar la réalité est encore plus subtile où se mêlent origines claniques, niveaux de vie, côtiers/hauts plateaux, pouvoir central/périphérique, chrétiens/traditionnalistes, partisans politiques d'untel ou untel sans aucune idéologie fondatrice, etc.

De ce qui précède, sans prétendre à l'exhaustivité, nous pouvons constater que la pauvreté est intimement imbriquée à la désarticulation. La désarticulation entraîne la pauvreté qui renforce la désarticulation dans le sens où la richesse essentiellement rentière ne peut se capter et se partager de manière confiscatoire et impunément que dans un système désarticulé. Mais, compte tenu de cette désarticulation, une fois acquises, les rentes confisquées ne sont pas les prémisses d'une accumulation primitive du capital, elles serviront à des dépenses souvent les plus superficielles, aucunement créatrice de valeurs ajoutées pérennes.



Cette causalité circulaire pauvreté/désarticulation est inextricable. Ce phénomène est l'essence même de la prédation et il serait inopportun de le caractériser de structurel, il va au-delà et présente les caractéristiques d'une institution suivant la définition de Schmoller que nous réitérons, à savoir « *un ensemble d'habitudes et de règles de la morale, de la coutume, du droit, qui ont un centre ou un but commun, qui se tiennent entre elles, qui constituent un système* ». Veblen (1898) évoque les institutions qui sont issues du passé donc historiques sur une très longue période.

Cette causalité circulaire, peut encore être qualifiée de cercle vicieux ou encore de dépendance du sentier (*path dependence*) (North 1990), ce qui explique que les difficultés d'évolution ou de changement d'un système institutionnel lié aux comportements des individus au sein des institutions.

Pour North (1990), dans le contexte du *path dependence*, le changement institutionnel est souvent rigide. Démanteler totalement une institution est impossible, il existe toujours un effet de verrouillage (*lock-in*), même si une amélioration de la vie des individus peut s'opérer. Mais, dans le cas d'espèce malgache, cette évolution positive n'est pas encore au rendez-vous.

L'analyse de Facchini (2008) sur le lien rente-prédation est à notre avis bien édifiante : « L'existence de mentalités rentières peut, par exemple, empêcher les hommes d'entrer dans une relation marchande. Ils vont se détourner du marché pour chercher à s'enrichir par la prédation ». En effet, la rente et la prédation amoindrissent la place du travail dans l'économie, ainsi que son impact en tant que facteur de lutte contre la pauvreté et de mutation de la structure économique.

Cette dépendance du sentier entraîne une certaine inertie de l'institution dans sa propre représentation, mais également dans sa représentation de son monde ainsi que de son rôle dans la promotion de l'homme et de l'évolution concrète de son milieu ambiant. L'homme soumis et conditionné par l'inertie d'une institution n'a pas de vision et ne peut être innovant dans une optique de dynamisme économique et, plus largement, dans le développement humain. Dans ce cas, la causalité circulaire de la structure et de l'individu qui s'influencent mutuellement dans l'optique d'une évolution positive est inhibée.

6. Point de rupture pauvreté/désarticulation : quelles solutions ?

La pensée dominante a fait en sorte que, au-delà d'une approche académique et officielle de la lutte contre la pauvreté, la question tourne indéfiniment autour de l'insuffisance des ressources capitalistes du pays. De tout temps dans un pays comme le nôtre, les experts internationaux, les bailleurs de fonds ont donné des préconisations considérées comme relevant d'une pensée élaborée et supérieure, et ainsi le plus souvent incontestable. D'ailleurs, disposant du crédit pouvant aider les gouvernements à assurer leurs dépenses et faire face à leurs déficits structurels, il ne serait point judicieux d'être réticent à leurs recommandations.

En ce qui concerne Madagascar, force est de constater que ces « panacées » ont failli. Notre objectif n'est pas de décrire, une fois de plus, une réalité tautologique, vécue de tous, mais de constater que cette pauvreté, bien que descriptible de point de vue quantitatif, n'est pas d'essence ou provenant de causes prioritairement économiques.

6.1. Une approche idiographique sans être dichotomique à une pensée universelle.

Dans un tel contexte, l'application simpliste ou unifiée d'une pensée économique ou d'une politique économique pour sortir le pays de la pauvreté ou insuffler l'émergence relève d'une utopie, car le pays présente de multiples visages et, pour cette raison, une approche idiographique (une démarche qui intègre la singularité) à chaque situation est impérieuse. Non seulement, notre approche insiste sur l'inefficacité d'une politique de développement univoque dans tout le pays mais déplore la simplicité d'une méthode consistant à faire un simple transfert de pensée ou de technologie, qui sera inefficace parce que notre propre histoire nous a fourni des exemples d'échecs pléthoriques sur ce point. La transformation économique idéalisée ne peut se faire sans prise de conscience d'une réalité institutionnelle qui est handicapante et il est nécessaire d'en tenir compte pour espérer un résultat tangible. Décréter de manière unilatérale et suivant une décision horizontale descendante échouera indubitablement, comme par exemple l'industrialisation par région, si dans certaines localités, l'économie substantive, primitive (Polanyi 1944) reste prédominante. Les expériences relatées par Banerjee et Duflo (2012) sont nombreuses sur cette question de la singularité des situations et des résultats.

Il s'agit de réfléchir à une conception, à une réflexion fondamentale du développement et de la transformation, qui s'adresse à deux mondes, et qui procédera de manière différenciée entre un monde encore figé, qu'il faut réveiller par le développement à la base (santé et éducation) et un autre monde dont les membres sont déjà plus ou moins transformés en capital humain, et à qui seront adressés des efforts particuliers pour stimuler la créativité et la création de richesses « scientifiques » et économiques, vers le dynamisme industriel et numérique.

6.2. Comment procéder à cette rupture ?

L'incitation s'adressant à l'homme est, pour Easterly (2006), la première des démarches, car c'est d'abord l'homme qui fait l'économie. Il s'agit, selon lui, de sortir les personnes de leur état qui est un piège, voire une malchance, en leur trouvant l'élément déclencheur de l'incitation. Pour ce faire, Banerjee et Duflo (2012) insistent sur le fait qu'il ne faut point sous-estimer, même les plus

petits détails (exemple l'iode pour l'enfant en gestation, la chlore pour l'eau ou les vermifuges qui augmenteront de 20 % à terme les revenus des enfants qui en ont bénéficié...). Easterly évoque le rôle éminemment important de l'Etat pour faire les réformes institutionnelles afin de pouvoir combattre des « désincitations » telles que la corruption par exemple, et qui nécessite un minimum de perspicacité pour « les élites confiscatrices » et comprendre que leur enrichissement dépend de la taille de l'économie nationale qu'il convient de ne pas trop inhiber. Easterly (2006) fixe comme objectif d'arracher « les ronces qui bloquent la voie au développement » en luttant sans relâche pour chaque pouce d'espace dégagé (...).

Easterly (2006) aborde la situation de « désincitation » comme étant une situation naturelle et humaine et, qu'en ce sens, le cercle vicieux ne s'atténue pas avec le temps mais au contraire se renforcera car la rupture n'est causée que par des décisions drastiques et des luttes sans relâche, afin d'éradiquer la désarticulation qui est un obstacle à toute inclusion et à toute synergie.

Cette rupture ne peut s'opérer que par un changement de paradigme, il faudra prioriser l'avènement du capital humain, allouer de manière rationnelle et équitable les ressources, promouvoir la prise de conscience nationale, développer un système d'inclusion par l'accès au moyen de production, opérer une meilleure décentralisation du pouvoir et des ressources, ..., la liste est longue et interminable, et tout est bon à prendre. Il faut rappeler que l'histoire malgache n'a pas démontré que la prédation est une assurance aux descendants, bien au contraire, une position dominante dans ce contexte est précaire, la richesse inclusive est la seule voie d'un meilleur avenir de la descendance par le biais de la synergie et de la pérennité des activités.

Enfin il est surprenant de voir qu'Easterly (2006) évoque l'impact de la chance ou de la malchance dans ce processus d'évolution (nous nous abstenons de commenter pour ne pas verser dans un débat sur le fatalisme), mais il nous est important de relever que la notion de contingence dans l'évolution économique, qui inclut un impondérable non réductible est reconnu et c'est une caractéristique essentielle de l'institutionnalisme économique.

Il est toutefois évident que la question n'est plus de discuter s'il est possible de faire évoluer les institutions et améliorer la désarticulation, car la possibilité est une évidence dans une décision d'agir. La question concerne la volonté de faire compte tenu du fait que se complaire dans la situation actuelle est moins contraignante, d'abord pour les décideurs mais aussi malheureusement pour l'ensemble de tous les acteurs et les agents économiques qui peuvent se plaindre d'une situation précaire, mais qui s'accommodent d'une certaine forme de laisser aller, qui peut être appréciée comme une forme de liberté (indisciplinée).

La rupture est douloureuse et sacrificielle, et l'ensemble des concernés ne sont pas encore prêts à l'assumer, soit par convenance, soit à cause d'une asymétrie d'information qui ne procure aucune incitation aux lésés, soit par défiance face aux institutions existantes toutes considérées comme prédatrices.

6.3. Attendre l'évènement ?

Force est de constater que la proposition supra n'a jamais donné lieu à des réalisations probantes et pratiquement aucun changement ne s'est opéré.

C'est en ce sens qu'il faut considérer une dernière variable significative : la considération du temps.

Le temps linéaire est le concept universel du défilement temporel, c'est une abstraction qui distille la notion de passé, présent, avenir, mais elle cohabite avec d'autres considération du temps qui sont prégnantes dans l'existentiel malgache.

Le temps événementiel (Razafiarison 2017) est un temps qui prend naissance à partir d'un facteur déclencheur. Le temps ne se mesure pas en durée précise, le début ou la fin ne sont pas fixés et ne rentrent pas dans une logique du comput temporel. Dans ce temps événementiel, la décision est *a posteriori* d'un fait et s'associe mal avec la prévision et la gestion des risques. Ce concept de temps événementiel est constitué d'habitudes et de pratiques, et inclut également une logique de

facteur non maîtrisable et contingent. Ce temps événementiel entraîne des habitudes partagées, constituant un système qui régit la vie des individus. Ce concept événementiel est ainsi une institution et la société malgache ne peut s'en dissocier.

En effet, dans ce cas, l'homme « malgache » attendra toujours un événement avant d'agir et ce pas forcément pour interférer sur la structure. L'inexistence d'événement marquant peut ainsi cantonner l'homme dans un rôle plutôt passif et à la limite de celui qui subit. Nous insistons toutefois sur l'atténuation et non la totale inexistence de l'influence de l'homme sur la structure, car ce serait irréaliste.

Si dans un temps linéaire, la considération diachronique de l'évolution peut se configurer d'une manière régulière, dans cette approche par le temps événementiel, des périodes d'inaction peuvent persister, puis tout d'un coup, être suivies d'un intense bouleversement, puis de nouveau d'un immobilisme se rapprochant de la léthargie, sans que les périodes puissent être déterminées d'avance. Dans ce cas, l'évolution peut être latente mais elle n'est pas toujours apparente. Il est toutefois possible qu'un événement ou plutôt des événements puissent marquer et entraîner des changements très rapides de certaines pratiques, et de certaines institutions. Cependant, ce qui est à noter c'est que l'homme subit plus qu'il ne fait. Dans une optique événementielle, il y a aussi une forme d'attentisme qui suspend le déclenchement d'une décision à un fait exogène, et non interne à l'homme. En tout état de cause, l'événementiel inhibe l'approche prospective, car les décisions ne se forment pas a priori mais a posteriori.

Dans ce cas, **la rupture peut provenir d'un événement**, exogène ou interne, contingent ou provoqué, mais en tout état de cause, provenant d'un bouleversement pouvant être imprévisible et incontrôlable. Dans cette situation, l'événement pourrait surgir à tout moment ou au contraire attendre un temps linéaire long, sans que ce ne soit perçu comme étant une attente préjudiciable, car il n'y a ni retard, ni avance, la rupture viendra en son temps.

De ce fait, rien ne presse, et il n'y a pas de « retard à déplorer ». En suivant une logique évolutionnaire, la société malgache est encore en construction, l'événement surgira au moment opportun, car même l'édification de l'Etat-Nation malgache est loin d'être achevée. Le monde développé et riche était forcément passé par des étapes similaires, et la théorie du rattrapage du développement rapporté à l'histoire de l'humanité n'est qu'à son début. Est-ce un fatalisme déplorable ? D'un côté oui, mais de l'autre côté c'est une forme de résilience forgée par l'esprit humain. La rupture et l'événement suivent aussi une logique de causalité circulaire.

La rupture pourrait être causée par un événement, mais cette rupture EST l'événement, cette constatation est une humilité intellectuelle dans la compréhension de la science sociale et Weber (1992) l'appelle la science de la réalité, car, pour lui, la société humaine n'a jamais fonctionné selon des lois strictement rationnelles.

7. Conclusion

L'histoire de la pauvreté sur le long terme peut amener sur une très longue période, donc historique et institutionnelle. Cette pauvreté est mutuellement liée à une société désarticulée. Les économistes des pays pauvres, outre leur domaine d'analyse, devraient être décloisonnés, et aller au-delà de la pensée économique dominante inculquée, car leur environnement institutionnel est particulier. Nous ne nous opposons pas à une certaine forme d'universalité de la pensée, mais s'y conformer sans nuancer c'est devenir le chantre de l'imitation qui n'a pas encore démontré son efficacité. La singularité ne s'oppose pas à l'universalisme mais s'en complète, comme l'affirme de manière judicieuse Tourraine (2010) : « c'est maintenant que nous découvrons – bien tard – que le particulier et l'universel ne sont pas opposés ».

La question ne s'articule pas prioritairement autour du comment sortir de la pauvreté, mais de se demander si nous avons réellement envie de sortir de la pauvreté (population, dirigeants, bailleurs de fonds etc.), et si nous nous y préparons (action, décision.) à en sortir ?

On en parle indéfiniment, mais dans la réalité, dans les choix économiques, politiques quotidiens etc., il est assez aisé de percevoir que la lutte contre la pauvreté n'est pas un souci majeur dans le sens où elle requiert une discipline exigeante, des règles contraignantes, une mise en place d'une excellence sanctionnant la gabegie et l'indiscipline, terreaux d'un enrichissement facile des plus rusés, mais pas des honnêtes compétents. La prédation prévaut encore, c'est une économie souterraine qui favorise certaines classes puissantes, qui veulent maintenir le statu quo, pour continuer impunément leurs méfaits, malheureusement, elles ne sont pas encore convaincues, qu'elles gagneraient plus si la pauvreté recule et qu'une masse critique sort de la pauvreté.

Le défi majeur reste le vouloir, le désir de changer provenant d'abord du pouvoir décisionnaire, car tant que le monde substantif, traditionnel est instrumentalisé pour servir des intérêts particuliers, tant que les institutions ne sont pas inclusives, mais servent à alimenter un réseau se voulant élitiste mais dépourvu de vision, aucune transformation vers le développement n'est possible,

Ainsi, le copier-coller d'un concept de développement universel est très limité, il nous faut penser à un développement humain, pour transformer ce système économique substantif dominant (Polanyi 1944) tout en appliquant un concept différencié plus rationnel, plus complexe, au plus près de la réalité quand bien même celle-ci ne suit pas un paradigme orthodoxe.

Duflo et Banerjee (2012) ont écrit : « nous n'avons pas non plus de recette pour éradiquer la pauvreté mais, si nous acceptons ce fait, le temps joue pour nous. La pauvreté existe depuis des milliers d'années. Si nous devons attendre encore cinquante ou cent ans pour qu'elle disparaisse, nous saurons patienter. Au minimum, nous pouvons cesser de faire miroiter la possibilité d'une solution unique (...) »¹. La panacée n'existe pas, et la démarche péremptoire est l'erreur à éviter, la compréhension du problème n'est que parcellaire, compte tenu de l'imbrication de multiples facteurs.

Bibliographie

1. Banerjee A.V. & Duflo E (2012), *Repenser la pauvreté*, Paris, éd du seuil.
2. Banque mondiale (2017), Point de vue institutionnel sur les « Variations de fortune et persistance de la pauvreté à Madagascar : Récentes découvertes ». Rapport.
3. Bruno P.& Bonoli G. (1999), « Phénomènes de Path Dependence et réformes des systèmes de protection sociale », in *Revue française de science politique*, 49^e année, n°3, 1999. pp. 399-420.
4. Buchanan J. M.-G. (1994), *Ethics and Economic Progress*, University of Oklahoma.
5. Chavance B. (2012), *L'économie institutionnelle*. Paris, la découverte nouvelle édition. Collection Repère.
6. Easterly W. (2006), *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?* [«The Elusive Quest for Growth: Economists' Adventures and Misadventures in the Tropics»]. Paris, Editions d'Organisation.
7. Facchini F. (2008), « Culture, Diversité Culturelle et développement économique. Une mise en perspective critique de travaux récents », in *Revue Tiers Monde*, 2008/3 n° 195, p. 523-554.
8. Maddison A (1995), *Monitoring the world economy:1820-1992*, OECD.
9. Morin E. (1990), *Introduction à la pensée complexe*, Paris, Le Seuil.
10. North D. (1990), *Institutions, Institutional Change and economic performance*, Cambridge University Press.
11. North D. (1994), "Economic performance through time", in *American Economic Review*, vol. 84, n°3
12. North D. (2005), *Le processus du développement économique*. Paris, éd d'Organisations.
13. Polanyi K. (1944), *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.
14. Veblen T. (1898), "Why is economics not an evolutionary science?" in *Quarterly Journal of economics*, Juillet 1898, (repris in Veblen T. (1919), *The place of science in Modern civilization*. New Brunswick, Transactions Publishers [2006].

¹A.V. Banerjee& E Duflo (2012), *Repenser la pauvreté*, Paris, éd du seuil, 2012.p. 441

15. Schmöller G. (1900), Principes d'économie politique, tome 1, Paris, Giard et Brière 1905.
16. Weber M. (1992), Essais sur la théorie de la science. Paris, Plon, « Presses Pocket ».